

## **La gestion des ressources marines et côtières au Cap Vert: Évolution du cadre législative et institutionnel**

*Céleste Benchimol<sup>1</sup>, Charles Yvon Rocha<sup>2</sup>, Raquel Medina<sup>3</sup>, Michel Lesourd<sup>4</sup>*

1. WWF/ Université du Cap Vert /Université de Rouen- LEDRA
2. Université du Cap Vert / Université de Rouen- LEDRA
3. National Project of marine and coastal conservation - Jurist, Cap Vert
4. Université de Rouen- LEDRA - France

**Contact :** cbenchimol@wwfcaboverde.org

### **SOMMAIRE EXECUTIF**

Depuis l'indépendance nationale du Cap Vert en 1975, cinq Plans Nationaux de Développement ont été élaborés et immédiatement après l'indépendance, les orientations politiques et stratégiques ont surtout privilégié le développement rural, à travers des programmes de lutte contre la désertification et construction d'infrastructures hydrauliques. A partir de 1991, le Gouvernement cap-verdien présente une approche différente par rapport à l'environnement, et il préconise la protection et la préservation de l'environnement et des ressources naturelles. C'est seulement en 1996 que le Gouvernement considère, pour la première fois, le milieu marin et côtier comme un écosystème important et dans l'actuel Programme du Gouvernement, la Mer représente une *“ressource stratégique, source de richesse et de progrès”*. En parallèle avec les diverses politiques du Gouvernement et les exigences internationales, le cadre institutionnel et législatif national a subi une évolution avec de forts changements. Ce sont plusieurs Ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement, de la préservation de la biodiversité et dans la gestion intégrée des zones côtières. Les Municipalités, les ONGs, le secteur privé et la population en général sont aussi des acteurs impliqués dans le processus de décentralisation au Cap Vert qui, de ce fait, commencent à jouer un rôle de plus en plus actif et important dans l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Malgré les aspects positifs relatifs à la prise en compte des questions environnementales et implications des diverses institutions et acteurs, la mise en place d'une politique environnementale nationale, cohérente, intégrée et efficace n'est pas encore effective dans la pratique. Le cadre institutionnel actuel, qui possède une gamme variée d'instruments juridico-institutionnels, reste complexe et peu efficace, en raison d'un certain nombre de contraintes qui ne facilitent pas la mise en place d'une bonne gestion intégrée de la zone marine et côtière. De la même manière, la législation environnementale nationale est complexe. Elle comprend un ensemble diversifié de lois dans le domaine de l'environnement et spécifiques à la gestion des ressources maritimes, ainsi que des conventions et protocoles internationaux ratifiés par le Cap Vert. De l'analyse de la législation environnementale existante, on observe des aspects très positifs comme la bonne qualité de la législation qui intègre les principes majeurs en matière de protection de l'environnement et développement durable. Malheureusement cette législation est trop dispersée et on enregistre des contradictions et superpositions de compétences, d'où la nécessité d'un nouvel effort de coordination et d'intégration systémique et institutionnelle. Le manque de divulgation, contrôle et surveillance sont les principales causes de la non application et non exécution de la législation existante au niveau local, ce qui constitue un obstacle important à la mise en place d'une gestion intégrée des ressources marines. Cette étude fait l'analyse

aprofondie du cadre législatif et institutionnel dans le domaine de gestion intégrée et conservation de la biodiversité au Cap Vert et propose un ensemble de recommandations visant la réadaptation et/ou l'adéquation du cadre législatif et institutionnel de tel sorte qu'il soit favorable à la conservation et à la gestion durable et effective de ressources marines au Cap Vert.

## Introduction

Les îles et les îlots du Cap Vert constituent un petit archipel d'environ 4.033 km<sup>2</sup>, une ZEE de 734.265 km<sup>2</sup> (Almada *et al*, 1998; Bravo de Laguna 1985) et une ligne de cote de 1020 kilomètres (DGMP, 1998). La nature océanographique, l'insularité, l'isolation et le climat sont des facteurs qui expliquent les caractéristiques naturelles et la biodiversité du Cap Vert. Parmi les espèces marines, plusieurs espèces sont rapportées comme emblématiques : mammifères marins, tortues marines, oiseaux marins et requins. Plus de 17 espèces des baleines et des dauphins sont déjà enregistrées (Reiner, 1996; Jann, 2001, Hazevoit, 2000). On trouve cinq espèces de tortues marine au Cap Vert (Fretey, 2001).

Pays insulaire à faibles ressources économiques, mais disposant d'une biodiversité marine très spécifique et importante, le Cap Vert est un pays qui, depuis son indépendance nationale en 1975, se préoccupe directement ou indirectement des questions environnementales. C'est ainsi que la politique nationale s'occupe de répondre aux besoins nationaux et d'accompagner les tendances internationales liées à l'environnement et à la conservation de la biodiversité. La qualité environnementale est considérée comme un droit de tous les citoyens capverdiens et elle est prise en compte dans la Constitution de la République du Cap Vert. Suite à l'analyse des politiques nationales, on observe une évolution très positive. L'environnement est devenu un secteur transversal de grande importance et les ressources maritimes et côtières sont actuellement considérées une base stratégique pour le développement socio-économique du pays<sup>1</sup>.

Le cadre institutionnel et législatif au Cap Vert a fortement évolué, afin de s'adapter aux politiques nationales des gouvernements successifs et aux exigences internationales. On identifie un nombre important d'institutions liées à l'environnement

---

<sup>1</sup> Article 72 de la Constitution de la République

et à la gestion des ressources naturelles, ainsi que la production d'une abondante législation. Malgré ces efforts, la mise en place d'une politique environnementale cohérente et la promotion d'une gestion durable des ressources marines et côtières demeurent encore très difficiles et peu efficaces dans la pratique.

Compte tenu de l'importance primordiale d'un cadre institutionnel et législatif favorable à la conservation de l'environnement, gestion rationnelle des ressources naturelles et conservation de la biodiversité, ce travail a comme objectif principal l'analyse du cadre institutionnel et législatif existant, en vue d'identifier ses forces et faiblesses. Cette analyse va permettre de faire des recommandations en vue d'obtenir un cadre favorable à la mise en place d'une gestion intégrée de la zone côtière et de la conservation de la biodiversité marine au Cap Vert, base stratégique du développement du pays.

## **1.ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE DE GESTION DES RESSOURCES MARINES ET COTIERES**

### ***Les Plans nationaux de développement***

Depuis l'indépendance nationale en 1975, cinq plans nationaux de développement ont été élaborés. Pendant la Première République (1975-1990), les orientations ont bénéficié surtout au développement rural, en privilégiant des programmes de lutte contre la désertification et de construction de structures de conservation des sols et de l'eau.

Le processus d'ouverture politique en 1990, a conduit le pays aux premières élections pluralistes et au changement d'orientation politique. A partir de 1991, le gouvernement présente une approche différente par rapport à l'environnement et aux ressources naturelles. Le Programme du Ier Gouvernement Constitutionnel de la IIème République, (1991-1996), maintient la préoccupation au niveau de l'environnement, mais avec des différences profondes en terme de contenu politique: le Gouvernement préconise la protection et la préservation de l'environnement et les ressources naturelles en soulignant qu'un écosystème équilibré est indispensable au développement et à la qualité de vie du citoyen capverdien.

Le Programme du IIème Gouvernement Constitutionnel de la IIème République (1997-2001), en faisant une nouvelle approche de la question de la valorisation des ressources

naturelles, donne une plus grande importance à l'Environnement et pour la première fois le milieu marin et côtier est traité comme un écosystème important pour le Cap Vert. Le gouvernement avait alors proposé: a) la conservation des ressources naturelles, de la biodiversité et des zones côtières : b) la mise en place d'une gestion intégrée de la zone côtière et de ses ressources; d) la prévention de la pollution marine; e) le renforcement de la surveillance de la zone côtière; f) la création des zones protégées et des réserves marine; et f) la mise à jour et divulgation de la législation relative aux espèces protégées. Le programme du Gouvernement pour 2001-2005 proposait dans le cadre de l'environnement, un renforcement de la valorisation des ressources naturelles et la conservation des écosystèmes marins et côtiers. Dans le cadre de ce programme, la priorité a été donnée aux domaines liés à l'aménagement du territoire, aménagement de la zone côtière, préservation de la biodiversité et des ressources génétiques, contrôle de l'intrusion saline et contrôle de la pollution marine.

Le Programme du Gouvernement en cours (2006-2011), qualifie la Mer comme *“ressource stratégique, source de richesse et de progrès au Cap Vert”*. Elle est considérée comme *«un domaine où on doit investir pour promouvoir les intérêts et les valeurs du Cap Vert aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ce qui fait qu'il est fondamental avoir une connaissance solide sur les caractéristiques de zone maritime y compris les sous sols marin»* (PND 2006-2011).

En ce que concerne la protection de l'environnement marin, il est unanimement reconnu qu'il s'agit d'un défi de la plus grande importance, étant donné qu'il est déterminant pour le futur des océans. En conséquence, il est indispensable que les questions environnementales de la préservation intègrent l'ensemble des aspects associés à la vie littorale et maritime, notamment les activités économiques et leurs impacts. Sur cette base le Gouvernement doit développer une politique à long terme ambitieuse mais réaliste avec toutes les entités publiques et privées qui ont une intervention directe dans les zones côtières en vue d'une gestion intégrée. Il est prévu d'élaborer une Stratégie Nationale et un modèle de gestion marine. Cette stratégie définira les priorités et établira les principes d'articulation équilibrée entre les intérêts existants (PND 2006-2011).

L'action du Gouvernement se développera sur les programmes suivants :

- Gestion des ressources de la pêche, y compris le renforcement de la recherche scientifique, la promotion de nouvelles techniques et technologies de pêche et d'embarcations, et le renforcement de la surveillance de la ZEE,



- Modernisation et gestion intégrée des infrastructures d'appui à la pêche,
- Restructuration institutionnelle, renforcement des capacités et création d'un cadre adéquat à la mise en place du plan de gestion de pêcheries.

Le gouvernement donne suite à un développement basé sur la qualité environnementale, tout en intégrant de façon harmonieuse les trois aspects essentiels du développement durable à savoir, la composante économique, sociale et environnementale, avec les objectifs suivants:

- a) La protection et gestion intégrée des ressources naturelles, essentiels au développement économique,
- b) La lutte contre la pauvreté,
- c) L'adéquation des modes de production et de consommation.

### ***Politiques et stratégies nationales***

Le développement sectoriel constitue un défi essentiel pour la construction de fondations solides, indispensables pour atteindre le développement durable et la croissance économique, aussi bien au niveau local que national. Les instruments politiques, stratégiques et de planification sectoriels définissent les grandes orientations et actions du secteur (PANA II, 2003).

En ce que concerne les politiques et stratégies, liées à la conservation de la biodiversité et la gestion des zones maritimes et côtières, les plus importantes sont les suivantes :

- Résolution n° 3/2000 du 31 janvier approuvant la Stratégie Nationale et le Plan d'Action la Biodiversité
- Résolution n. ° 3/2005, du 21 février approuvant le Plan de Gestion des Ressources de la Pêche
- Résolution n. ° 14/2005 du 25 avril approuvant le Second Plan d'Action pour l'Environnement, PANA II, à 2004-2014, comme instrument de mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine de l'Environnement.

Le PANA-II contient les principales orientations pour les domaines de l'Environnement et gestion des ressources marines et côtières (PANAS, 2002).

#### ***I. Gestion des ressources marines:***



1) Les ressources océaniques :

- Optimisation des activités économiques qui sont déjà développées dans le pays (pêche, tourisme, transports maritimes) ;
- Prévention contre les risques de pollution identifiés et contre les mauvaises pratiques de pêche.

2) Ressources halieutiques

- Gestion rationnelle des ressources halieutiques et promotion de la qualité des produits ;
- Formation et qualification des opérateurs de la pêche à tous les niveaux;
- Mise en œuvre et suivi du plan de gestion des pêches.

3) Conservation de la Biodiversité

- Amélioration des connaissances sur la biodiversité marine et terrestre en mettant l'accent sur les espèces menacées d'extinction et endémiques ;
- Mise en place d'un programme de gestion rationnelle de la zone côtière dans toutes les aspects liées à la valorisation et conservation in situ de la Biodiversité.

II. La zone côtière

4) La gestion de la zone côtière

- Promotion auprès des décideurs d'une plus grande connaissance des processus naturels et humains nécessaire à l'aménagement de la zone côtière ;
- Réglementation et régulation des activités économiques du littoral ;

5) Le développement touristique

- Promotion des ressources naturelles et culturelles comme produit touristique diversifiée ;
- Promotion de la Biodiversité comme patrimoine naturel;
- Aménagement et Planification adéquate des Zones de Développement Touristique Intégré, ZDTI.

**2. LE CADRE INSTITUTIONNEL LIE A LA GESTION DES RESSOURCES MARINES ET COTIERES**

La gestion des ressources marines et côtières au Cap Vert concerne plusieurs institutions et intervenants. On estime que plus de 90% de la population capverdienne occupe la

zone côtière, d'où l'existence de plusieurs intervenants avec une action directe ou indirecte sur le milieu côtier et marin. Parmi ces intervenants nous pouvons identifier les institutions gouvernementales, les Municipalités, les organisations de la société civile et le secteur privé. L'ensemble de ces intervenants, avec des attributions spécifiques, relations directes et indirectes et des niveaux d'intervention diverses, forment un système organisationnel dynamique.

### ***Institutions gouvernementales***

L'Assemblée Nationale est l'organe qui a les compétences législatives génériques et de contrôle de l'application de la Constitution et des Lois. Cet organe a aussi la compétence de « Définition du système de base sur la protection de la nature » *article 175° et 176° de la Constitution de la République.*

D'après la nouvelle restructuration gouvernementale, (Décret Loi 33/2008), le gouvernement est composé par le Premier Ministre, 15 Ministres et 4 secrétaires d'Etat. Ses compétences sont la définition, administration et exécution des politiques approuvées.

Il existe un conseil de Ministres spécialisé pour l'Environnement, la Décentralisation et l'Aménagement du territoire (CMEADOT), avec le rôle de coordonner les activités des différents Ministères dans ces domaines.

Les principaux Ministères qui interviennent dans le domaine de l'environnement et gestion des ressources marines sont les suivants :

- Ministère de l'Environnement, Développement Rural et Ressources Marines;
- Ministère des Infrastructures, Transports et Télécommunications;
- Ministère de la Décentralisation, Habitation et Aménagement du territoire ;
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur;
- Ministère de l'Économie, Croissance et Compétitivité;
- Ministère des Finances

### ***Ministère de l'Environnement, Développement Rural et Ressources marines***

Le Ministère de l'Environnement, Développement Rural et Ressources marines (MADRRM) coordonne et exécute les politiques dans le domaine de l'environnement,

gestion des ressources hydriques, météorologie et géophysique, agriculture, sylviculture et élevage, sécurité alimentaire Le MADRRM est responsable de proposer, coordonner et exécuter les politiques de valorisation, protection et conservation des ressources marines, ainsi que l'ensemble des activités liées à l'utilisation et l'exploration de la mer, du sol, de la plate-forme continentale et de la Zone Economique Exclusive. Ce Ministère propose et exécute, en coordination avec le Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération et des Communautés, de mesures de politiques, d'actions et de programmes de planification et de gestion des relations du Cap-Vert avec les autres pays et organismes internationaux spécialisés en matière d'agriculture, d'alimentation, d'environnement, de météorologie, de pêches et, d'évaluation, conservation et protection de ressources naturelles.

Le MADRRM travaille surtout en collaboration avec:

- a) Le Ministre de l'Infrastructure, Transports et télécommunications, le Ministre de la Défense Nationale et le Ministre de l'Administration Interne, dans le domaine de la gestion des ressources marines, de la protection civile et de la surveillance territoriale et de la ZEE ;
- b) le Ministre de la Décentralisation, de l'Habitation et de l'Aménagement du territoire, dans le domaine de l'environnement ;
- c) Le Ministre de l'Économie, de la Croissance et de la Compétitivité, dans le domaine de l'environnement, sécurité alimentaire et approvisionnement en produits agricoles;
- d) Le Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur, dans le domaine de l'éducation environnementale, et la politique de formation et de recherche dans le domaine des sciences agraires et marines ;
- e) Ministre de la Culture dans le domaine de la protection du patrimoine naturel et archéologique et la politique de formation dans les secteurs maritimes et pêche.

La Direction Générale de l'Environnement (DGA) est l'institution responsable de l'exécution de la politique environnementale en vigueur dans le pays. Elle s'occupe en particulier de la préservation des ressources naturelles, y compris la création d'aires protégées et la préservation de la biodiversité.

Le département responsable de l'administration des Pêches est la Direction Générale des Pêches (DGP) qui a des attributions de conception, coordination et exécution de la politique de pêches et des ressources marines.



Le MADRRM, exerce la tutelle sur :

- a) Institut National de Recherche et Développement Agricole (INIDA) ;
- b) Institut National d'Ingénierie Agricole et Forêts (INERF) ;
- c) Institut National de Gestion des Ressources Hydriques (INGRH) ;
- d) Institut National de Météorologie et Géophysique (INMG) ;
- e) L'Institut National du Développement des Pêches (INDP)

*Institut National de Recherche et Développement Agricole (INIDA*, est responsable de la recherche, l'expérimentation et développement agricole dans le domaine des sciences et des technologies agronomiques et des ressources naturelles.

*L'Institut Nationale de Météorologie et Géophysique (INMG)* s'occupe des questions de suivi de la météorologie et climat. Cet institut exécute des projets relatifs aux changements climatiques, en particulier liés aux zones côtières les plus vulnérables.

*L'Institut National du Développement des Pêches (INDP)* a des compétences spécifiques dans le domaine de la recherche scientifique, la réalisation d'études de nature biologique et écologique et la formulation de recommandations en vue d'une exploration durable des ressources halieutiques.

### ***Ministère des Infrastructures, Transports et Télécommunications***

Le Ministre des Infrastructures, Transports et Télécommunications, propose, coordonne et exécute les politiques en matière de travaux publics, construction civile, infrastructures, transports, navigation et sécurité aériennes et maritimes, ports et aéroports, télécommunications et communications postales. Le MITT collabore surtout avec :

- Les Ministères de la Défense Nationale, de l'Administration Interne et de la Justice en matière de surveillance territoriale, la mer et de la ZEE;
- Le MADRRM en matière de gestion et préservation du milieu marin et côtier, construction et de maintenance d'Infrastructures de pêche;

Ce Ministère exerce la tutelle sur l'Institut Maritime et Portuaire (IMP), créé en novembre 2004, à travers la Résolution n. ° 27/2004 et qui a pour attributions principales :

- Surveiller l'application des règles établies pour l'utilisation du domaine public maritime de son aire de juridiction;
- Collaborer à la réalisation de l'étude et de la formulation de mesures politiques et dans la mise en œuvre de mesures de sauvegarde et protection environnementale et écologique de la côte ;
- Surveiller les activités sur littoral, la sécurité des usagers, émission d'autorisation des activités ;
- Elaborer des plans de gestion des zones côtières, en stricte collaboration avec le département gouvernemental responsable de l'aménagement du territoire et des autres entités.

*La Garde Côtière* est une composante aéronavale de l'Armée, destinée à la surveillance et à la défense des espaces aérien et maritime nationaux et dépend directement du Chef d'État Major des Forces Armées.

#### ***Ministère de la Décentralisation, Habitat et Aménagement du territoire***

Le Ministre de la Décentralisation, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire propose, coordonne et exécute les politiques de décentralisation, développement régional, urbanisme, habitat et l'aménagement du territoire, ainsi que les relations avec les autorités locales. Il collabore avec le MADRRM, en matière d'environnement.

#### ***Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur***

Le Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement Supérieur propose, coordonne et exécute les politiques en matière d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, technico-professionnel et supérieur, alphabétisation et éducation des adultes, et recherche scientifique. Il collabore avec le MADRRM et intervient en matière d'éducation environnementale, formation et recherche dans les domaines des sciences agraires, sciences de la mer et pêches.

#### ***Ministère de l'Économie, Croissance et Compétitivité***

Le Ministère de l'Économie, de la Croissance et de la Compétitivité propose, coordonne et exécute les politiques publiques liées aux activités économiques de production de

biens et services, tourisme, artisanat. Également, il propose, coordonne et exécute les politiques publiques concernant la promotion de l'investissement, les exportations et le développement d'entreprises y compris l'innovation, visant la compétitivité, la productivité et la croissance de l'économie. Le MECC collabore avec le Ministre de l'Environnement, du Développement Rural et des Ressources Marins, dans le domaine de l'exploitation des ressources minérales et halieutiques, la qualité de produits alimentaires, l'approvisionnement du marché et la sécurité alimentaire.

### ***Le Ministère des Finances***

Le Ministère des Finances propose, coordonne et exécute les politiques en matière de gestion des finances de l'État. Il intervient dans le secteur monétaire, le système fiscal, la gestion du trésor public, patrimoine de l'Etat et les programmes de privatisation. Le Ministère des Finances collabore entre autres, avec le MADRRM et le Ministère de la Décentralisation, Habitat et Aménagement du Territoire, dans les domaines de l'Environnement Développement Régionale, Urbanisme, Habitat et Finances locales.

### ***Les Municipalités***

Dans le cadre de la politique de décentralisation et d'aménagement du territoire du Gouvernement, les municipalités jouent un rôle important dans la matérialisation de ces politiques sur le terrain. Les municipalités sont responsables de la promotion du développement socio-économique et de la gestion des ressources naturelles dans leur domaine de juridiction.

Pour renforcer l'intervention des Municipalités, une Association Nationale des Municipalités du Cap Vert (ANMCV) a été créée le 22 Septembre 1995, lors du Premier Congrès National réalisé à Mindelo (S. Vicente). L'objectif de cette Association est de faciliter la coordination et le dialogue entre les diverses municipalités et avec le Gouvernement. Les principales compétences des Municipalités sont les suivantes :

- Elaborer et mettre en œuvre les Plans Environnementaux Municipaux et veiller à la préservation et la gestion durable des ressources naturelles dans le cadre du Plan d'Action National pour l'Environnemental (PANA II) en coordination avec le Ministère de l'Environnement ;
- Participer à des campagnes de reboisement et création d'espaces verts ;



- Elaborer et mettre en œuvre les Plans Directeurs Municipaux ;
- Promouvoir l'assainissement et le respect des normes sanitaires;
- Promouvoir l'application des mesure de protection des ressources hydriques et de conservation de sols;
- Mettre en place et gérer les systèmes municipaux d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement, de récolte, traitement et réutilisation des déchets et de drainage pluvial;
- Implanter un réseau de traitement de contrôle de qualité des eaux

### ***Le secteur privé***

À niveau du secteur des entreprises il n'y a pas une vision élaborée sur l'environnement, ni une capacité environnementale. Les entrepreneurs considèrent généralement l'environnement, comme un facteur de coût supplémentaire, de restriction de leurs activités instaurée par les instruments légaux existants, et non comme une opportunité. Les entrepreneurs se limitent à des actions ou réactions par rapport aux aspects ou contraintes légales de l'environnement. Leur participation en tant que partenaire et source de pression sur les autorités publiques est encore faible et peu structurée. Ils ne considèrent pas prioritaire leur participation dans les discussions et débats concernant l'environnement. En ce que concerne les acteurs du secteur privé qui sont plus liés au domaine de la gestion des ressources marines et côtières, nous pouvons identifier les opérateurs de la pêche, les opérateurs touristiques et les opérateurs économiques (Associations Commerciales et Industrielles).

### ***Les opérateurs de pêche***

Au niveau de la pêche artisanale on remarque quelques pratiques comme la pêche avec des explosifs, la pratique de captures en période de repos biologique ou dans les zones d'interdiction de pêche. Et malgré des campagnes d'information et de sensibilisation, ces pratiques persistent surtout en raison de l'inexistence d'une surveillance efficace. Néanmoins, la pêche artisanale est relativement peu néfaste pour l'environnement. La pêche industrielle et la transformation du poisson sont relativement nouvelles au Cap Vert, avec l'utilisation de dispositifs plus sophistiqués ainsi que l'installation d'usines de transformation de poisson. Le manque de contrôle des eaux et le comportement de certains opérateurs en haute mer sont souvent mentionnés comme une grave faiblesse du secteur par les autres opérateurs nationaux. (MAAP, 2004).

### Les opérateurs touristiques

Dans le secteur du tourisme on peut identifier divers opérateurs touristiques et de prestation de services comme les hôtels et autres types de résidences touristiques, restaurants, agences de voyages, transports terrestres et autres. La capacité d'accueil était de 5.368 chambres/9.767 lits en 2007 ce qui correspond à une augmentation de 11% relativement à 2006. Les hôtels continuent d'être les établissements de plus recherchés (77,6% des accueils), suivi des pensions/résidentiels (9,0%) et des auberges (4,9%) (Source, UNOTUR/INE, 2008). A part les opérateurs liés aux hôtels et restaurants, il existe aussi des opérateurs liés aux activités nautiques comme la plongée sous-marine, écoles de plongée, windsurf et autres types de sports nautiques. Très récemment et encore d'une forme latente et pas très bien organisé, on constate quelques initiatives pour l'observation des tortues marines, de coraux et de découverte de la nature, comme les randonnées pédestres en montagne et en bord de mer.

Au niveau national, il existe l'UNOTUR - Union Nationale des Opérateurs Touristiques du Cap Vert qui s'est transformé dernièrement en « *Chambre du Tourisme* ». Une bonne partie des opérateurs nationaux fait partie de cette association qui a comme objectif principal la promotion du tourisme au niveau international et la défense des intérêts des opérateurs actifs dans ce secteur d'activité nationale.

### Les opérateurs économiques (Associations Commerciales et Industrielles)

Il existe deux Chambres de Commerce qui couvrent la Région *Sotavento* (îles du Sud) et *Barlavento* (îles du nord) : Association Commercial de *Sotavento* du Cap Vert (ASC) et Association Commerciale Industrielle et Agricole de *Barlavento* (ACIAB). Parmi le nombre réduit d'Associations Professionnelles, il existe aussi les Associations d'Armateurs de Pêche Industrielle de *Barlavento* e *Sotavento*. Récemment l'Union National des Opérateurs Touristiques du Cap vert a été créée et elle commence à gagner une certaine influence. Mais l'articulation et la coordination entre ces institutions ne sont pas évidentes. On reconnaît que « *le secteur privé a besoin d'être appuyé avec des instruments innovateurs pour pouvoir compéter sur le marché global* »

Du point de vue de la Gestion Environnementale au niveau des Entreprises Commerciales et Industrielles, le Décret-Réglementaire intégrant l'Article n. 8 du Décret-loi n. 14/97 identifie les types d'activités qui peuvent avoir des effets sensibles sur l'environnement.

Un Audit Environnemental a été réalisé de 1998 à 2000, au niveau de 20 Entreprises installées en milieu urbain, à Praia, Mindelo, et Sal ; afin de constater si ces mêmes entreprises ont adopté les mesures pour établir une politique de qualité environnementale adaptée à leur réalité. Les recommandations faites n'ont pas encore été matérialisées, en raison du manque de ressources financières et d'assistance technique dans le secteur environnemental.

### **Les Organisations de la Société civile**

De la même manière que le secteur privé, la société civile possède une faible conscience environnementale. Souvent, la faible participation et l'insuffisante conscience environnementales sont expliquées par le manque d'une divulgation généralisée et/ou ciblée des informations disponibles sur la problématique environnementale (PANA II, 2003).

Malgré la mise en œuvre de politiques environnementales par le Gouvernement et des efforts réalisés en éducation et sensibilisation environnementales, le citoyen commun n'est pas encore très sensibilisé à l'environnement. Il ne se reconnaît pas comme un acteur actif et important dans la gestion environnementale, ce qu'explique sa faible participation dans des initiatives et débats à caractère environnemental.

### ***ONGs et Associations communautaires***

Les ONG et les Associations nationales et régionales, sont dans un processus de développement accéléré et d'affirmation dans beaucoup de secteurs d'activités. Ayant ou pas comme objectif spécifique la défense de l'environnement, ils finissent par jouer un rôle de plus en plus important dans ce domaine.

Selon le PANA II (2003), pendant les dernières années, plusieurs ONG ont été créées avec comme objectif la protection de l'environnement, la promotion de la lutte contre la pauvreté et la participation au développement local ou communautaire. On estime que plus de 30 ONG sont actifs dans plusieurs secteurs du développement économique et social. De ce groupe, on peut signaler, comme *leaders*, l'Association des Amis de la Nature (AAN), l'Association pour la Défense de l'Environnement et le Développement (ADAD), Organisation des Femmes de Cap-Vert, Citi-Habitat et l'Association pour l'Autopromotion des Femmes dans le Développement (MORABI) (PANA II, 2003). Le WWF est une ONG Internationale qui intervient dans le domaine de l'environnement,

développement durable et gestion intégré des ressources naturelles et qui opère depuis 2004 au Cap Vert.

La Plate-forme des ONG nationales a été créée en juin 1996 et constitue un espace de dialogue et concertation. Elle a pour objectif de dynamiser les ONGs et de renforcer les relations de coopération entre elles et avec les ONGs Internationales.

On observe une évolution positive à niveau du nombre et de la capacité d'intervention des ONGs nationales. Ce sont des partenaires très importants dans la mise en œuvre des plans nationaux pour l'environnement. Elles interviennent tant au niveau national qu'au niveau local et jouent un rôle essentiel dans (Medina, 2007) : L'éducation, information et sensibilisation, environnementale, la formation et capacitation, L'animation dans les communautés, la promotion du développement local et communautaire et la lutte contre la Pauvreté et l'appui à la planification et l'exécution de projets.

A part les ONG, il existe plusieurs associations professionnelles et communautaires. Il existe aussi plusieurs groupes d'associations de pêcheurs, d'agriculteurs et d'éleveurs de bétail avec un énorme dynamisme et volonté de travailler surtout dans la promotion de lutte contre la pauvreté et le développement communautaire. Le rôle des ONG et des Associations en tant que contrepoids et force d'équilibre dans le secteur de l'environnement est une potentialité encore peu explorée.

### **3. LE CADRE LEGISLATIF DE LA GESTION DES RESSOURCES MARINES ET COTIERES**

#### **3.1. Instruments juridiques internationaux**

Selon l'article 12 de la Constitution de la République du Cap-Vert, le Droit International général ou commun est une partie intégrante de l'ordre juridique capverdien, tant qu'il est en vigueur dans l'ordre juridique international. Les traités et accords internationaux, approuvés ou ratifiés, entrent en vigueur dans l'ordre juridique capverdien après leur publication officielle et leur entrée en vigueur dans l'ordre juridique international et aussi longtemps que l'Etat capverdien leur est lié au niveau international. Face à la jeunesse de la législation environnementale au Cap-Vert, les dispositifs légaux internationaux jouent un rôle fondamental pour la consolidation et le renforcement du système juridique environnemental national (PANA, 2003).

Après la conférence des Nations- Unies sur l'Environnement et le Développement Durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro, en 1992, le Cap-Vert a adopté en 1993 son premier instrument légal relatif à l'environnement qui définit les Bases de la Politique de l'Environnement. Ceci, une année après la consécration dans la Constitution de la République de Cap-Vert, du Droit à l'Environnement comme Droit Fondamental de la Nation et du Citoyen. Aujourd'hui, le système juridique intègre un ensemble de dispositifs légaux qui réglementent les questions liées à l'environnement. Il s'agit notamment des instruments de la Politique Environnementale, de la conservation et préservation de la nature, de l'air, l'eau, les sols et lutte contre les nuisances.

### **3.2. La Législation nationale en matière d'environnement et gestion des ressources marines**

La Constitution de la République (CRCV) constitue la Base de toute la législation nationale. Le CRCV comporte plusieurs dispositifs légaux qui, de façon directe ou indirecte, réglemente la relation homme - environnement :

- L'Article 7, alinéa k) - Impose à l'État comme une de ses responsabilités fondamentales celle de *"protéger le paysage, la nature, les ressources naturels et l'environnement..."*
- Article 72 consacre le Droit à l'Environnement en prescrivant que *"tous les citoyens ont droit à un environnement sain et écologiquement équilibré et le devoir de le défendre et valoriser"*.
- L'article 90 de la CRCV, relatif aux principes généraux d'organisation économique, exige que *"les activités économiques doivent être réalisées en vue de la conservation de l'écosystème, de la durabilité du développement et de l'équilibre des relations entre l'homme et le milieu environnement"*.

Ce dispositif démontre l'importance de la défense et conservation de l'environnement en tant que base pour le développement durable.

Si on analyse la législation ordinaire, nous constatons que le cadre juridique capverdien relatif à l'environnement dispose d'une liste importante de lois, directement liées à l'environnement et la gestion des ressources marines et domaines affiliés, répertoriés et analysés dans le cadre du présent travail. Afin de faciliter l'analyse de la législation



nationale dans le domaine environnementale existant en rapport avec la gestion et la protection marine et côtière, celle-ci a été regroupée selon les domaines suivants :

- Gestion des ressources marines (biodiversité, ressources halieutiques et zone côtière)
- Aménagement du territoire
- Développement touristique

### **Législation sur la gestion des ressources marines**

Par son importance dans la définition de la politique d'environnement au Cap-Vert, il faut souligner la Loi de Bases de la Politique de l'Environnement (Loi n° 86/IV/93 du 26 juillet) - LBE, qui incorpore les principes généraux (art. 2ème) et spécifiques (art. 3ème) plus avancés en matière de défense, conservation et restauration de l'environnement<sup>2</sup> ; définit un ensemble d'objectifs et des mesures (art. 4ème) qui visent essentiellement empêcher les infractions écologiques<sup>3</sup>. Pour défendre ces mêmes valeurs écologiques un ensemble d'instruments de la politique de l'environnement a été proposés (art. 27ème) comme le Plan National d'Action pour l'Environnement, la Stratégie Nationale de conservation de la nature, les plans régionaux d'aménagement du territoire, les plans directeurs municipaux, la présentation des études d'évaluation de l'impact environnemental, les normes de licenciement, les sanctions à appliquer en cas de non application, le système national de surveillance et contrôle de la qualité environnementale, entre autres. La même loi adopte encore quelques mécanismes de précaution et d'intervention dans des situations spéciales, pouvant déclarer des zones critiques et des situations d'urgence, transférer les établissements, réduire ou arrêter les activités à risques des sociétés.

Le Décret Législatif n° 14/V/97 du 1er juillet 1997, développe les Bases de la Politique sur l'Environnement réglemente la LBE (Loi n° 86/IV/93 du 26 juillet) et comporte un ensemble de matières concernant l'évaluation et l'étude d'impact environnemental; les installations dangereuses, malsaines ou gênantes; les résidus; les ressources géologiques; la pollution atmosphérique; le bruit; la protection d'espaces naturels,

---

<sup>2</sup> On fait ressortir les plus importants principes: le principe de la prévention; le principe du développement durable; le principe de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et le principe du pollueur- payeur.

<sup>3</sup> Concepts présentés par Diogo Freitas do Amaral, in Direito do Ambiente, INA, Lisboa, 1994.



paysages, sites, monuments et espèces menacées; le régime de surveillance, crimes et contraventions.

### *Conservation de la Biodiversité*

La Loi de Base de l'Environnement (LBE) et de Décret Législatif n° 14/V/97 fournissent les bases et la réglementation pour la protection environnementale. Les Lois de conservation de la Biodiversité et de la création d'Aires Protégées viennent renforcer et donner continuité à préoccupations existantes dans la LBE.

Relativement aux Aires Protégées et à la biodiversité on identifie les principales lois suivantes :

- Loi n. 79/III/90, du 26 mai 1990 – On considère comme domaine public de l'État et réserves naturelles : l'île de Santa Luzia et tous les îlots qui intègrent l'archipel de Cap-Vert;
- Décret loi n° 3/2003 du 24 février 2003 qui établit le Régime Juridique des aires protégées. Ce Décret crée un réseau national d'Espaces Protégés constitué par 47 zones et réglemente la constitution, la déclaration, et le classement des espaces naturels, paysages, sites et monuments qui devront être objet de protection spéciale. ;
- Décret de Loi n. 40/2003, du 27 septembre 2003 qui établit le Régime Juridique de la Réserve Naturelle de Santa Luzia et les îlots Branco et Raso ;
- Décret Réglementaire n° 7/2002 de 30/12/2002 qui établit des mesures de conservation et de la protection de quelques espèces menacées, notamment faune et flore terrestres, reptiles et mammifères marins ;
- Décret n. ° 50, du 6 février 1880 qui réglemente la pêche des coraux .

La conservation de la Biodiversité est sous la responsabilité directe de la Direction Générale de l'Environnement, en collaboration avec les Institutions de Recherche comme l'INDP et l'INIDA et la Direction Générale de l'Agriculture, Sylviculture et Élevage. Dans la loi 3/2003 il est prévu que la gestion des Espaces Protégés soit faite avec la participation active de la population et de tous les intervenants. (PANA, 2003). À part la législation citée ci-dessus, il existe plusieurs autres instruments juridiques avec incidence directe ou indirecte dans la conservation de la biodiversité, gestion de

ressources marines et côtières, qui contribuent à la conservation de l'environnement et au développement durable du pays (voir Tableau 1 de l'Annexe).

### ***La gestion des ressources halieutiques et de la zone côtière***

Le cadre législatif sur l'exploitation des ressources halieutiques et sur la gestion de la zone côtière ont beaucoup d'aspects en commun. De ce fait, ces deux questions sont traitées ensemble, dans ce document.

Parmi les lois liées à la gestion des ressources halieutiques et de la zone côtière nous pouvons identifier les lois principales :

- Loi n. 44/VI/2004, du 12 juillet 2004 est la base de l'actuel régime juridique de gestion de la zone côtière au Cap-Vert. Cette loi établit le Régime Juridique des biens du domaine public maritime, qui permet d'assurer la constitution d'une zone de protection dans la zone côtière. L'article 3 de ce diplôme inclut dans la zone côtière, *"les plages et les terrains des côtes, criques, baies contigus à la ligne de côte de la marée haute, une zone de quatre-vingts mètres de largeur"* et détermine que le bord de mer ainsi composé appartient au domaine public maritime (Medina, 2007).
- Décret-loi n. 53/2005 du 8 août 2005 qui définit les principes de la politique d'exploitation durable des ressources halieutiques, notamment les normes d'accès aux dites ressources, règles de planification de la gestion, de contrôle et surveillance de l'exercice de la pêche et des activités connexes. (Medina, 2007)
- L'établissement des limites de la mer territoriale, eaux archipélagiques et Zone Économique Exclusive de l'État de Cap-Vert est intégrant au Décret-loi n. 126/77 du 31 décembre 1997 ;
- Loi n. 60/IV/92 du 21 décembre 92 concerne la délimitation des territoires maritimes de la République du Cap-Vert, révoquant le Décret-loi n. 126/77, ainsi que toutes les dispositions légales contraires.
- Décret n. 97/87, du 5 septembre 1987 qui établit les normes de protection des ressources halieutiques, comme la langouste, les tortues marines et les thonidés, ainsi que la définition de mesures de conservation et surveillance des activités de pêche ;
- Décret-loi n. 343, du 19 mars 1914 qui réglemente la pêche à la baleine ;
- Décret-loi n. 9/99, 8 mars 1999, qui crée le Fond de Surveillance de la Z.E.E.

- Décret-loi n°53/2005 du 8 août 2005 qui définit les principes généraux de la politique d'exploitation durable des ressources halieutiques ;
- Décret-loi n° 54/2005 du 22 août 2005 qui réglemente l'activité de pêche sportive dans les eaux sous juridiction nationale ;
- Résolution n°3/2005 du 21 février 2005 qui approuve le Plan de Gestion des Ressources de la Pêche.

En plus de ces instruments juridiques ci-dessus mentionnés qui traitent des matières liées à la définition du territoire maritime du Cap Vert, la gestion durable des ressources halieutiques, et à la préservation de quelques espèces et habitats marins il existe d'autres législations qui contribuent aussi pour la gestion des ressources halieutiques et de la zone côtière. (Tableau 3 de l'Annexe).

### ***Aménagement du territoire***

La Loi de Bases de l'Aménagement du Territoire et de la planification urbaine, par son importance, mérite une référence spéciale car il constitue un instrument primordial pour la promotion du développement intégré et durable du pays. Les lois les plus importantes dans ce domaine sont les suivantes :

- La Loi 85/IV/93, du 16 juillet 1993, définit les Bases de l'Aménagement du Territoire National et de la Planification Urbaine ;
- Le Décret Législative n. 1/2006, du 13 février 2006, définit les Bases de l'Aménagement du Territoire National et la Planification Urbaine. Selon l'avis de beaucoup de spécialistes, ce Décret révoque la Loi de Base approuvée partiellement en 1993, et en attendant sa réglementation, elle doit être appliquée car traitant la planification urbaine de façon plus détaillée.

Cette Loi de Base détermine l'aménagement du territoire et la planification nationale en tant que patrimoine de toutes les générations capverdiennes présentes et futures, et constituent un impératif national. Sont prévus des Plans Spéciaux d'Aménagement du Territoire et, dans ce contexte, *" il est prévu l'adoption de plans spéciaux de conservation de la biodiversité nationale, les zones de vocation touristique spéciales ou industrielles, aménagement des zones côtières, les bassins hydrographiques et autres espaces naturels, afin d'empêcher sa dégradation et de promouvoir une meilleure*

*utilisation.*" Une liste complémentaire sur la législation de l'aménagement du territoire est dans le Tableau 2, en annexe.

### ***Développement touristique***

Compte tenu que le secteur du tourisme constitue un secteur important pour l'économie du pays, et qu'il existe une forte interrelation entre le développement touristique et la gestion des ressources marines et côtières, nous faisons référence aux principales lois existantes dans cette matière :

- Décret-loi 21/IV/91 du 30 de décembre 1991, BO n° 52) – Loi de Base du
- Tourisme, qui définit la politique du Développement Touristique ;
- Décret 11/94 de 14 de février 1994(BO 7- I série) qui crée un fond pour le développement touristique ;
- Loi 55/VI/2004 du 10 janvier 2005 sur l'Utilité Touristique et qui donne des autorisations et subventions aux opérateurs touristiques ;
- Décret Législatif n°2/93 de 1er février définit que *"en vue la valorisation et la protection des ressources naturelles qui constituent la base du développement touristique du pays, les zones identifiées comme ayant des aptitudes spéciales pour le tourisme sont déclarés comme des Zones Touristiques Spéciales (ZTS)"*

Pour des effets de qualification des zones touristiques spéciales, l'Acte Législatif en question considère :

- Zones de Développement Touristique Intégral (ZDTI) : *"les zones qui possèdent des excellentes conditions géographiques et des valeurs paysagistes et qui ont une aptitude spéciale pour le tourisme et sont déclarées comme tels par le Gouvernement"*
- Zones de Réserve et Protection Touristique (ZRPT) :
  - a) *"les zones adjacentes aux ZDTI dotés de haute valeur naturelle et paysagiste et dont la conservation est nécessaire pour assurer la compétitivité du produit touristique du Cap-Vert, à court et moyen terme"*
  - b) *"les autres zones qui, possédant aussi une haute valeur naturelle et paysagiste, devront se maintenir en réserve pour être ultérieurement déclarées des ZDTI".*

Il faut remarquer que, avant la mise en œuvre de n'importe quel projet touristique, il est obligatoire de présenter une étude d'impact environnemental aux autorités environnementales compétentes pour l'évaluation et l'approbation, conformément au Décret Loi 29/2006 sur les études d'impact environnementales. Dans le Tableau 7 en annexe, on trouve une liste de la législation complémentaire concernant le secteur du Tourisme

#### **4. ANALYSE DU CADRE INSTITUTIONNEL EXISTANT**

Les enjeux du développement des capacités nationales dépendent des arrangements institutionnels existants ou préconisés. Pour rendre opérationnel un cadre institutionnel pour la mise en œuvre des plans, programmes, projets et initiatives de développement, en plus de l'appui financier et le transfert de know-how, il est nécessaire de catalyser les différents acteurs-partenaires institutionnels, de combler les dysfonctionnements institutionnels et de mettre en place des mécanismes d'intégration et coordination flexibles et efficaces.

##### ***Les points forts du cadre institutionnel existant***

##### ***Gestion institutionnelle multisectorielle***

- Reconnaissance de la Mer et des ressources marines à niveau du Gouvernement comme axe pour le développement économique de Cap-Vert;
- Reconnaissance de l'environnement comme secteur transversal stratégique;
- Existence de politiques environnementales nationales favorables à la conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles;
- Adhésion du Cap Vert, depuis son indépendance à un ensemble de Conventions et Accords Internationaux, importantes pour la défense de l'environnement et de la protection de la nature;
- Existence d'un cadre institutionnel très satisfaisante et avec des éléments de grande qualité
- Coordination améliorée entre les institutions et les acteurs-clefs impliqués ;
- Amélioration de la capacité technique des institutions liées à problématique environnementale et gestion de ressources marines (Ministères, ONGs, Municipalités et autres).



### ***L'approche participative et citoyenneté environnementale***

- Existence d'une plus grande sensibilité civique et conscience environnementale ;
- Existence de quelques programmes de sensibilisation environnementale de la population en général ;
- Augmentation du nombre d'ONGs et associations de base et d'organismes du secteur privé dans la problématique environnementale ;
- Décentralisation de questions relatives à l'environnement, conservation et gestion des ressources naturelles, avec un plus grand engagement des Municipalités, ONGs, associations communautaires de base et populations en général, dans la gestion environnementale ;
- Croissante participation et sensibilisation du public et des divers secteurs économiques, notamment des opérateurs touristiques, pour les problèmes associés à la vulnérabilité de l'environnement, perte de la biodiversité et dégradation de la zone côtière ;

### ***Les points faibles du cadre institutionnel existant***

- La gestion environnementale et ses composantes sont encore très centralisées dans les structures gouvernementales malgré les efforts de décentralisation locale;
- Inexistence d'une stratégie intégrée pour la gestion de la zone côtière et conservation de la Biodiversité ;
- Le cadre institutionnel qui supporte de la conservation de la Biodiversité et de la gestion du littoral est assez complexe;
- Superposition de compétences et de juridictions sur la zone côtière et ressources marines;
- Multiplicité d'entités avec une dispersion de pouvoirs et de responsabilités et déficiente articulation et coordination institutionnelle ;
- Existence d'intérêts spécifiques et incompatibilités opérationnelles au sein des entités qui ont une certaine juridiction dans ce domaine (par exemple : entre le secteur portuaire et la conservation).
- Absence d'une vision intégrée et globale sur la zone côtière ;
- Absence d'un instrument de gestion territoriale globale et intégrative des plusieurs stratégies existantes pour la totalité des zones littorales nationales ;



- Manque de responsabilisation des intervenants dans des actions illégales
- liées à environnement ;
- Insuffisante divulgation et manque d'informations accessibles au grand public ;
- Niveau encore bas d'éducation civique et environnementale, ainsi que de la sensibilité environnementale de la population en général ;
- Peu de capacité d'intervention effective sur les grandes questions relatives à la zone côtière;
- Existence de systèmes bureaucratiques rigides qui contribuent à limiter l'initiative et la capacité d'adaptation aux problèmes et défis posés par la conservation de la biodiversité et gestion intégrée de la zone côtière ;
- Absence d'un service de surveillance, dûment équipée avec des moyens matériels et humains, ce qui pèse négativement sur les résultats déjà atteints dans la politique environnementale développée dans le pays ;
- Difficulté dans la compatibilité pratique de projets nationaux d'aménagement du territoire, surtout due à la pulvérisation des responsabilités institutionnelles et aux droits acquis à niveau d'exploration et à l'urbanisation de la zone côtière.

## **5. ANALYSE DE LA LEGISLATION ENVIRONNEMENTALE CAPVERDIENNE**

Le Document Fondamental de la Nation Cap Verdienne qui est la Constitution de la République souligne que l'environnement et ses composantes sont déterminants pour le bien-être des populations et des communautés nationales et locales. Il existe au Cap Vert, un contexte politique-juridique favorable à la mise en œuvre des Conventions Environnementales Internationales et de l'ensemble des instruments stratégiques développés dans le cadre de cette mise en œuvre. Cependant, on constate un manque de réglementation, application et contrôle de certaines lois tant au niveau local que national – un manque d'harmonisation des procédures et mécanismes de suivi de la législation entre le niveau national et local – et la nécessité d'une actualisation de certaines lois au profit d'une gestion environnementale durable.

### ***Forces de la législation nationale***

- Existence, au Cap-Vert, d'un cadre législatif de bonne qualité qui comprend les principales institutions et les principes plus modernes du Droit de





l'Environnement, rassemblant les principales matières concernant la défense et la conservation de l'environnement, avec une préoccupation permanente de définir les mécanismes et formes de surveillance ;

- Existence du Décret Loi 29/2006, de 6 mars sur le régime juridique de l'Evaluation de l'Impact Environnementale, sur l'obligation de présentation des études d'impact environnementales des plans, projets, travaux et de n'importe autre action susceptible d'affecter négativement l'environnement, le territoire et la qualité de vie des citoyens, pour évaluation et approbation par les autorités environnementales ;
- Existence d'un Plan d'Action National pour l'Environnement, mis à jour et dans lequel la conservation de la Biodiversité et la gestion des zones côtières constituent des priorités identifiées ;
- Ratification effective des Conventions et Accords internationaux liés la conservation de la Biodiversité et le développement durable.

#### ***Faiblesses de la législation nationale***

- L'actuel cadre législatif concernant la conservation de la biodiversité et la gestion de la zone côtière est trop dispersé et a besoin d'un nouvel effort de coordination et d'intégration ;
- La réglementation de l'actuelle législation, ne reflète pas et ne soutient pas une vision stratégique pour la gestion intégrée et durable des zones marines et côtières,
- Existence d'une prolifération législative et institutionnelle qui se fait fréquemment sans prendre en compte la compatibilité et la coordination des divers instruments légaux ;
- Existence de contradictions, superpositions de compétences qui finissent par engendrer des impasses et des conflits, parfois même des obstacles à un développement durable du secteur ;
- Manque de support légal des actions concertées, en vue la valorisation
- de la zone côtière et la gestion rationnelle des ressources marines ;
- Faible niveau d'accomplissement des décrets ou actes législatifs légaux. Inadéquation des lois face à la problématique socio-économique des populations et à la question de la surveillance et contrôle environnementale;



- Existence d'une prolifération de types de pénalités et de contraventions insérées dans plusieurs décrets ou actes législatifs relatifs aux questions environnementales, mais sans effet d'application ;
- Non divulgation d'une grande partie de législation en vigueur qui reste aussi méconnue et sans application, ce qui est préjudiciable à une prise de conscience des personnes et de la formation d'une conduite positive et préventive face à la nature et à l'environnement.
- Existence de quelques lacunes au niveau de la réglementation comme par exemple dans la législation liées aux aires protégées, aménagement du territoire et autres.
- Nécessité de mise à jour et/ou adéquation de quelques lois « *obsoletes* », comme par exemple le cas de la loi de pêche de coraux (1880) et de la baleine (Décret n.º 343, du 19 mars de 1914)

## CONCLUSIONS

- L'actuel cadre législatif relatif à la gestion marine et biodiversité est assez complet, mais il se trouve trop dispersé et a besoin d'un nouvel effort de coordination et d'intégration ;
- Malgré l'existence d'une législation franchement positive et « *fédératrice* », il existe le grave problème de son exécution effective par les autorités nationales. Il existe, actuellement, une inefficacité des instruments juridiques de gestion du littoral en plus d'une surveillance non opérationnelle ;
- Le niveau d'accomplissement des décrets ou actes légaux relatifs à la gestion de la zone côtière est très bas. Cette situation se doit, en partie, à l'inadéquation des lois face à la problématique socio-économique et au manque d'informations des populations ;
- Le cadre institutionnel qui supporte la conservation et la gestion du littoral et de la Biodiversité est trop complexe et la responsabilité est dispersé parmi les diverses institutions de l'Administration centrale ;
- Il existe d'innombrables cas de superposition de compétences administratives, d'indéfinition de compétences, d'excessive dispersion de pouvoirs et de responsabilités par plusieurs Ministères (Infrastructures, Transports et Mer, Environnement et de l'Agriculture, Économie, Croissance et Compétitivité,



Éducation et Enseignement Supérieur, Décentralisation, Habitation et Aménagement du territoire) ;

- La législation actuelle favorise l'existence de systèmes bureaucratiques très rigides, malgré un effort récent de clarification des compétences attribuées à plusieurs institutions.

## RECOMMENDATIONS

Au niveau individuel, institutionnel, et systémique, un ensemble de recommandations peuvent être préconisées dans les domaines de la Gestion Intégrée des Ressources Naturelles (GIRN) avec incidence sur la Zone Marine et Côtière :

- Elaboration et mise en œuvre d'un Plan National de Formation / Capacitation en GIRN, en tenant compte des besoins nationaux, locaux et sectoriels environnementaux ;
- Elaboration et mise en œuvre d'une Stratégie et Plan d'Action National pour la Recherche Intégrée, Interdisciplinaire sur la Gestion Durable des RN Terrestres, Côtières et Marines ;
- Renforcement des capacités institutionnelles au niveau central et local dans la coordination, mise en œuvre, contrôle, suivi et évaluation des Programmes et Projets GIRN
- Renforcement des capacités dans l'inventaire, classification, cartographie, et
- monitoring des Ressources Environnementales;
- Intégration des Plans Nationaux de Conservation et Utilisation Durable, Gestion Intégrée des RN et de la Biodiversité dans les processus Régionaux et Globaux ;
- Mise en œuvre ou Renforcement d'un Réseau d'Observation Systématique, de Simulation et Modélisation, du Territoire et spécialement des Zones Vulnérables Terrestres, Côtières et Marines.

La zone côtière et marine constitue un des actifs le plus précieux du pays, tant du point de vue de l'environnement et des ressources naturelles, que dans l'aspect culturel. La conservation de la zone côtière, la protection et la restauration des ressources est possible, seulement à travers une gestion intégrée avec des objectifs de nature

environnementale, économique et sociale et avec la participation effective des les populations locales et groupes sociaux plus directement impliqués.

Bien qu'on constate quelques progrès dans la planification et adoption de quelques mesures ponctuelles concernant des cas spécifiques, les propositions qui suivent pourraient contribuer au renforcement de la gestion durable de la zone côtière :

- Elaboration et adoption d'une Politique Nationale de Gestion Intégrée de la Zone Côtière, avec le respectif cadre légal adéquat ;
- Réorganisation du modèle d'organisation institutionnelle à travers de nouvelles attributions légales à une entité de l'administration centrale, capable de promouvoir l'opérationnalisation, sur une base des principes de la coopération et co-responsabilisation. Cette institution sera responsable de la mise en œuvre et suivi de la stratégie nationale;
- Promotion des mécanismes de coopération institutionnelle nationale qui implique des institutions publiques et privées et qui fonctionne comme une plate-forme intégrée dans el cadre de la gestion de la zone côtière ;
- Etablissement d'un mécanisme de dialogue et d'intégration de stratégies sectorielles nationales, à travers un forum national qui assure l'intégration des politiques et stratégies nationales et garantit leur concrétisation et divulgation;
- Révision de la législation dans le but d'adopter des mesures urgentes sur l'extraction d'inertes dans les zones côtières, en favorisant le transfert de connaissance techno-scientifique sur la problématique et en renforçant la surveillance de façon concertée et durable ;
- Adoption de mesures législatives urgentes dans le sens créer un plus grande « *zone libre de constructions* » délimitée le long de la côte, en ayant une attention particulière sur les effets néfastes des changements climatiques. Des instruments doivent être créés pour permettre la « *re-naturalisation* » de certaines zones, à travers la démolition des infrastructures et immeubles illégales et/ou inadéquatement implantés et la construction dans des zones plus éloignées de la côte et espace maritime. Concernant les zones sensibles et plus vulnérables, on pourrait, à l'instar d'autres pays, procéder à son acquisition par l'État ou par d'autres personnes collectives de droit public en ayant recours au mécénat ;
- Révision et adaptation des instruments de gestion territoriale et environnementale, à travers l'exécution d'un système de gestion territoriale sectorielle pour la zone côtière,



qui garantisse l'articulation et l'intégration des diverses politiques sectorielles, tout en tenant compte de la dynamique et la vulnérabilité du territoire. Des critères d'utilisation, de surveillance et de suivi doivent être établis ;

- Création de mécanismes qui stimulent la participation des populations dans les procédures qui conduisent à l'élaboration des instruments légaux ;
- Combat généralisée de l'impunité face à la violation de la législation, à travers l'application d'instruments appropriés de contrôle et surveillance ;
- Proposition et application des mesures fiscales qui découragent les comportements néfastes et contribuent à un meilleur aménagement du territoire et à la protection de la Biodiversité et une gestion durable de la zone côtière et marine ;
- Renforcement de la surveillance de l'application de la législation concernant la biodiversité et la zone côtière et marine ;
- Encouragement pour la participation publique et la responsabilisation partagée des citoyens, à travers la mise à disposition des informations et la formation technique des principaux intervenants dans la protection de la
- Biodiversité et gestion de la zone marine et côtière ;
- Promotion de la recherche scientifique, à travers l'établissement de programmes scientifiques spécifiques pour la Biodiversité, gestion de zones côtières, qui privilégient des projets multi et interdisciplinaires innovateurs ;
- Reformulation et élargissement de l'apprentissage à divers niveaux d'enseignement, à travers l'intégration dans les cursus des thématiques sur la Biodiversité et sur la gestion des ressources marines ;

Il existe de grandes disparités entre les institutions à l'égard des moyens financiers disponibles et de la capacité de recrutement des ressources humaines avec une formation appropriée. Parfois la législation transfère des compétences institutionnelles, sans le transfert de compétences et de ressources financières humaines et techniques correspondant. On peut citer le cas de l'Institut Maritime et Portuaire, crée en 2004 et qui continue non fonctionnel jusqu'à présent. Devant cette problématique, on propose, entre autres deux scénarios d'organisation institutionnelle :

- i) Maintien, dans l'essentiel, de l'actuel cadre institutionnel, créant seulement des mécanismes plus efficaces de coopération, de coordination et de capacitation institutionnelle ;

- ii) Création d'une institution de coordination au plus haut niveau, avec pouvoir exécutif, pour la gestion intégrée/intersectorielle et durable de la zone côtière et marine, avec la représentation institutionnelle des secteurs-clefs concernés ;

Après avoir analysé le système complexe et interactif, qui constitue la zone marine et côtière, sur le quel il faut baser le processus de développement durable du Pays, il est déterminant pour la réalisation de cet objectif, que soit clairement assumé comme projet national, la concrétisation du principe constitutionnel que l'espace territorial englobant non seulement la zone terrestre mais aussi la zone marine et côtière.

Pour une gestion intégrée de la zone côtière et valorisation des ressources marines il est nécessaire et urgent de :

- (i) Adopter une Politique et formuler une Stratégie Nationale de Gestion
- (ii) Intégrée de la Zone Côtière qui définisse les grandes orientations et les lignes d'action pour le développement durable de celle-ci, basée sur un système coordonné de recherche scientifique, suivi d'indicateurs, et à travers l'action concertée des Ministères directement responsables. Ce processus devra être soutenu par une forte participation publique, avec des acteurs bien informés ;
- (iii) Procéder aux nécessaires ajustements institutionnels, rationalisant les attributions, compétences et circuits opérationnels du complexe réseau d'entités intervenant dans ce domaine
- (iv) Rationaliser et simplifier le système légal capverdien complexe avec application à la zone marine et côtière, contribuant de cette forme, entre autres objectifs, à :
  - a) Exploiter le Domaine Public Maritime surtout comme facteur stimulateur de développement durable;
  - b) Articuler et dynamiser les figures de planification et d'aménagement, éliminant les domaines de superposition ou d'indéfinition ;
- (i) Adopter, avec la nécessaire urgence, les mesures administratives qui permettent de prévenir, dans la zone côtière nationale, les risques pour les personnes et biens résultant de la prévisible montée du niveau moyen des eaux de la mer, des phénomènes climatiques extrêmes, de l'occupation désordonnée de la zone littorale, et des impacts environnementaux des activités anthropiques, de la pollution marine, tellurique et atmosphérique et l'extraction inertes.

## Références Bibliographiques

- Almada et all, 1998, Estudo da diversidade Biológica Marinha de Cabo Verde Analise e hierarquização das pressões Humanas sobre a Diversidade Biológica marinha e e identificação das prioridades para a sua conservação e utilização sustentável.
- Almeida, G. C.; 2002. Código da Terra: Princípios Fundamentais, Ambiente, Urbanismo e Ordenamento do Território, Solos, Construção Urbana, Zonas de Desenvolvimento Turístico Integral, Expropriação por Utilidade Pública. Livraria Saber Lda., Maio 2002, 894pp.
- Assembleia Nacional de Cabo Verde e a Protecção do Ambiente, in” Direito do Ambiente e Redacção Normativa: teoria e prática nos países lusófonos” 1996
- B.O II Serie, 33-19, 1996 Création ANMCV- Association Nationale des Municipalités du Cap Vert
- Bases para a Estratégia de Gestão Integrada da Zona Costeira Nacional – Projecto de Relatório do Grupo de Trabalho – Janeiro de 2006 – Portugal
- Bravo de Laguna J. Plataforma insular e zona económica exclusiva de Cabo Verde. Projecto PNUD-FAO CVI/82/003/REL/TEC/6. Praia; 1985
- Rocha C.Y; Merino S.E; Neves A - Relatório de Transversalidade e sinergia entre as três convenções de rio (CCD, CBD, CCC)- NCSA – GEM / DGA – PNUD-GEF - Cabo Verde; Abril de 2007.
- Decreto-Lei Nº 33 /2008 de 27 de Outubro de 2008- Orgânica do Governo de Cabo Verde
- DGMP, 1998, Atlas da natureza da costa e da ocupação do Litoral; Reconhecimento fotográfico; Vol. I, pp: 75. Republica de Cabo Verde. Direcção Geral de Marinha e Portos. Gestão da Zona Costeira. Hidroprojecto, eng. e gestao. Portugal: Lisboa.
- Duarte, C.; Sequeira, E.; 2001. Encontro de Reflexão sobre o Sector Marítimo e Portuário. Mindelo, 22 e 23 de Maio de 2001. Ministério das Infra-estruturas e Transportes, Gabinete de Estudos, Documentação e Estatística
- FAO Guidelines, Food and Agriculture Organization (FAO) of the United Nations,
- FAO; 1998. Integrated Coastal Area Management and Agriculture, Forestry and Fisheries.
- Hazevoit, C. and Wenzel, F.W, 2000; Whales and dolphins(Mammalia, Cetacea) of the Cape Verde islands, with special reference to the Humpback Whale *Megaptera novaeangliae* (Borowski, 1781); Contributions to zoology; 63(3) 197-211
- INDP, 1999, Estudo da Vulnerabilidade das Zonas Costeiras face à Elevação do Nível do Mar – Relatório Preliminar;
- INE; 2000. Recenseamento Geral, População e Habitação – Ano 2000, Resultados Preliminares. Ed. Instituto Nacional de Estatística (INE). Cabo Verde, Agosto de 2000.
- INE; 2002. Recenseamento Geral, População e Habitação – Ano 2000, Zonas e Lugares. Ed. Instituto Nacional de Estatística (INE), Gabinete do Censo 2000. Praia, Cabo Verde,

Julho de 2002.

- Jann B., Allen J., Carro PM., Hanquet S., Katona SK. Migration of a humpback whale (*Megaptera novaeangliae*) between the Cape Verde Islands and Iceland. *Journal of Cetacean Research and Management* 2003;5:123-129
- MAAP, 2004. Plano Nacional de gestão das Pescas, 2004, Ministério do Ambiente, Agricultura e Pescas
- MAAP, Direcção Geral do Ambiente, Plano de Acção Nacional para o Ambiente, PANA Estratégico, Abril 2002, Praia.
- Medina R.. 2007. Estudo Sobre o Inventário e Análise da Legislação Nacional Existente Relacionada com a Protecção Marinha e Costeira. *Projet de conservation marine et côtière du Cap Vert*, DGA/WWF
- MFPDR, DGP, Plano Nacional de Desenvolvimento 2002 – 2005, II volume
- Ministério do Ambiente, 2004, Livro Branco sobre o Estado do Ambiente em Cabo Verde.
- Nascimento, J. R.; 2004. Cabo Verde e o Direito do Mar – A conservação dos recursos marinhos à luz da Convenção de Mondego Bay e da legislação de Cabo Verde. Ed. Nascimento, J. R., Cidade da Praia – Cabo Verde, Dezembro 2004.
- Nascimento, J.; 2000. Quadro Jurídico Cabo-verdiano e as correlações entre a redacção normativa e o Direito do Ambiente, in *Direito do Ambiente e Redacção Normativa: teoria e prática nos países lusófonos*, Eds.: Cysne, M. e Amador, Teresa.
- ONAVE; 2005. ONAVE E.P. - Empresa Publica das Oficinas Navais de S. Vicente ([www.onave.cv](http://www.onave.cv)).
- KOKEL N. 2009 *Le Cap-Vert : mise en tourisme et enjeux de développement d'un petit espace archipelagique*. Thèse pour le Doctorat de Géographie, Université de La Rochelle (France), avril 2009, 481 p. (2 tomes, T 1 : 265 p., T 2 : 215 p.).
- LESOURD M. 1995 *Etat et société aux Iles du Cap-Vert*. Paris, Karthala, 520 p.
- LESOURD M., TSASSA C. 2004 (Coord.) *Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication et transformation du Cap Vert*. Rapport National sur le Développement Humain du Cap Vert 2004. PNUD, Gouvernement du Cap Vert, Praia (Cap Vert), version électronique CD Rom, 204 p., version papier, 120 p.
- PANAI, 2003. Plano Nacional para o Ambiente -II, 2004-2014, Ministério do Ambiente, Agricultura e Pescas
- PANAS, 2002. Plano Nacional Estratégico para o Ambiente (PANAI- Estratégico). Ministério do Ambiente, Agricultura e Pescas
- Para uma estratégia europeia de gestão integrada das zonas costeiras (GIZC): Princípios gerais e opções políticas – Um documento de reflexão. Resultado do Programa de demonstração da Comissão Europeia sobre a gestão integrada das zonas costeiras (1997-1999).
- DGA, 2004. Perfil Ambiental de Cabo Verde – Ministério do Ambiente, Agricultura e Pescas,



Direcção Geral do Ambiente.

Pinto, E. et Van Baren B., 2003, Analise e Desenvolvimento Institucional do Sector do Ambiente em Cabo Verde – Gabinete de Estudos e Planeamento do Ministério do Ambiente, Agricultura e Pescas

PND 2006. Plano Nacional de Desenvolvimento. Ministério das Finanças e desenvolvimento Regional. DG Plano

Programa do Governo (1991-1996). Ministério das Finanças

Programa do Governo 1997-2001. Ministerio das Finanças

Programa do Governo para a VI Legislatura (2001-2005). Ministerio das Finanças. Praia

Rainer, F., 1996; Cetaceans of the Cape Verde Archipelago; Marine Mammal Science, 12(3): 434-443.

Rendall A. M.. 2005, Inventários da Biodiversidade das Zonas Húmidas de Cabo Verde – INIDA – INIDA/DGA-Projecto de Conservação marinha e costeira

Rocha C.Y; Neves A.D - Estratégia e Plano de Acção Nacional para o Desenvolvimento das Capacidades na Gestão Ambiental Global em Cabo Verde - NCSA – GEM / DGA – PNUD-GEF - CABO VERDE; Novembro de 2007.

Secrétariat Exécutif pour l'Environnement 1999, Stratégie nationale et Plan d' Action sur la Diversité Biologique, Ministère de l' Environnement, Agriculture et Pêches

Unotour/INE, 2008- Boletim de Estatísticas do turismo para 2007.

Contribuição do Quadro Integrado na Transformação Económica de Cabo Verde – Nota de observação para o estudo Diagnostico de Integração Comercial .Rev. 15-Janeiro-2008.(Site: [www.integratedframework.org](http://www.integratedframework.org))

## Annexes

**Tableau 1.** Législation du secteur : Environnement et Conservation de la Biodiversité

<b>Législation du secteur : Environnement et Conservation de la Biodiversité</b>
<b>Loi n° 86/IV/93</b> , du 26 juillet qui définit les Bases de la Politique sur l'Environnement
<b>Décret Législatif n.° 14/97</b> , du 1er juillet -Bases de la Politique sur l'Environnement
<b>Lei n.° 102/III/90</b> , du 29 décembre qui établit les Bases du patrimoine culturel et naturel
<b>Décret de Loi n.° 5/2003</b> , du 31 mars qui définit le Système National de Protection de l'Air
<b>Décret de loi n° 81/2005</b> du 5 décembre - établit le Système d'Information Environnemental
<b>Loi n.° 79/III/90, du 26 mai</b> – Creation des réserves naturelles : l'île de Santa Luzia et tous les îlots qui intègrent l'archipel de Cap-Vert
<b>Loi n.° 44/2006</b> , de 28 d'août, modifications faites dans le Décret 3/2003 concernant les espace protégés
<b>Décret de Loi n.° 40/2003</b> , du 27 -le Régime Juridique de la Réserve Naturelle de Santa Luzia et les îlots Branco et Raso.
<b>Décret Réglementaire n° 7/2002</b> de 30/12/2002 - Établit des mesures de conservation des espèces menacées, notamment faune et flore terrestres, reptiles et mammifères marins
<b>L'Arrêt n.° 196</b> , du 2 août 1879 qui réglemente la pêche des coraux
<b>Décret n.° 50</b> , du 6 février 1880 qui réglemente la pêche des coraux
<b>Décret n.° 495/73 (B.O. n.° 41 de 13/10/73)</b> , définit les mesures de protection contre la pollution des eaux, plages et marges
<b>Loi n.° 102/III/90, du 29 décembre</b> , établit les Bases du patrimoine culturel et naturel

**Tableau 2.** Législation du secteur : Aménagement du territoire

<b>Décret n. ° 43 894 du 10 septembre 1969</b> , approuve le règlement d'occupation et concession de terrains dans les provinces ultramarines
<b>Loi n. ° 85/IV/93 du 16 juillet</b> , définit les Bases de l'aménagement du territoire national et planification urbanistique
<b>Lei n. ° 44/V//2004 du 12 juillet</b> , définit et établit le régime juridique des biens du domaine public maritime de l'Etat
<b>Résolution n. ° 10/2004 du 24 mai</b> , détermine l'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire de l'île de Santiago
<b>Arrête n. ° 13/2005 du 28 février</b> , approuve le Plan d' Aménagement de la zone industriel de Lazareto
<b>Décret-loi n. ° 18/2005 du 7 mars</b> , concède à INTERBASE, SA, le droit d'utilisation privée de quelques infrastructures du Port « Grande » de São Vicente
<b>Résolution n. ° 22/2005 du 13 juin</b> , détermine l'élaboration du Schéma Régional de l' Aménagement du Territoire de l'île de Fogo
<b>Résolution n. ° 23/2005 du 13 juin</b> , détermine l'élaboration du Schéma Régional de l' Aménagement du Territoire de l'île de Santo Antão
<b>Décret Législatif n. ° 1/2006 du 13 février</b> , définit les bases de l'aménagement du territoire national et la planification urbaine



**Tableau 3. Législation du secteur : Pêche et ressources maritimes**

<b>Pêche et ressources maritimes</b>
<b>Résolution n°3/2005 du 21 février 2005</b> , approuve le Plan de Gestion des Ressources de la Pêche
<b>Résolution n°29/IV/93 du 16 juillet</b> , approuve le Traité sur la délimitation de la frontière maritime entre la République du Cap-Vert et la République du Sénégal
<b>Loi n° 60/IV/92 du 21 décembre</b> – Délimitation du territoires maritimes du Cap-Vert, révoquant le Décret-loi n. ° 126/77, ainsi que toutes les dispositions légales contraires.
<b>Loi n. ° 44/VI/2004, du 12 juillet</b> , - Régime Juridique des biens du domaine public maritime
<b>Décret-loi n° 126/77 du 31 décembre</b> , -Limites de la mer territoriale, ZEE et, eaux archipélagiques du Cap-Vert
<b>Décret-loi n. ° 9/99, 8 mars</b> , crée le Fond de Surveillance de la Z.E.E.
<b>Décret-loi n. ° 2/2002</b> , du 21 janvier- sur l'Interdiction l'extraction et l'exploitation du sable des dunes, des plages et des eaux intérieures, le long du littoral et dans la mer territoriale.
<b>Décret Réglementaire n°10/2005 du 31 octobre</b> , définit le règlement du Conseil National des Pêches
<b>Décret n° 97/87, du 5 septembre</b> - Établit de normes de protection des ressources halieutiques, comme la langouste, les tortues marines et les thonidés, ainsi que la définition de mesures de conservation et surveillance des activités de pêche
<b>Décret n. ° 50, de 6 février de 1880</b> , réglemente la pêche au coraux
<b>Décret n. ° 343, du 19 mars de 1914</b> , réglemente la pêche a la baleine
<b>Décret de loi n°53/2005 du 8 août</b> , définit les principes généraux de la politique d'exploitation durable des ressources halieutiques
<b>Décret de loi n° 9/2002 du 11 mars</b> , définit les attributions de l'Autorité Compétente pour l'inspection, le contrôle sanitaire et la certification des produits de pêche
<b>Décret de loi n° 54/2005 du 22 août</b> , réglemente l'activité de Pêche sportive
<b>Décret de Loi n. ° 6/2003, du 31 mars</b> – Régime juridique d'exploitation des carrières
<b>Arrêté n° 9/2002 du 3 juin</b> , approuve le Règlement qui fixe les teneurs maximales de certains agents contaminants contenus dans les produits de pêche destinés à la consommation humaine ainsi que les méthodes de recueil et d'analyse pour le contrôle officiel
<b>Arrêté n° 69/2005 du 12 décembre</b> - Régime de registre des embarcations de Pêche Industrielle.
<b>Arrêté n° 68 /2005 du 12 décembre</b> , approuve les taxes à appliquer pour l'émission de licence de pêche récréative et sportive et la passation de contrats.
<b>Arrêté n° 67/2005 du 12 décembre</b> , approuve le modèle de licence de Pêche Récréative et Sportive
<b>Arrêté n° 6/2001 du 30 avril</b> , approuve le règlement des normes sanitaires applicables à la production et à la commercialisation des produits de pêche destinés à la consommation humaine
<b>Arrêté n° 56/2005 du 3 octobre</b> , approuve la nouvelle table d'émoluments et les taxes à appliquer lors des émissions de licences de pêche aux embarcations de pêche industrielle et artisanale.
<b>Arrêté n° 52/2005 du 19 septembre</b> , approuve les modèles de licences de pêches pour les embarcations nationales et étrangères
<b>Arrêté n° 10 /2002 du 3 juin</b> , définit les conditions d'attribution de licences sanitaires aux établissements de préparation et de transformation de produits de pêche destinés à la consommation humaine ainsi qu'aux embarcations de pêche et aux navires-usines, tant pour la commercialisation interne que pour l'exportation et l'importation
<b>Arrête n. ° 34/98, du 14 mai</b> , réglemente la plongée (pêche) au Cap Vert



<b>Arrête n. ° 311, de 19 de septembre de 1913, réglemente la pêche a la baleine</b>
<b>Arrête n. ° 196, du 2 aout de 1879, réglemente la pêche de coraux</b>

**Tableau 4. Législation du secteur : Tourisme**

<b>Législation du secteur : Tourisme</b>
<b>Loi n° 21/IV/91</b> , établit les objectifs et les politiques du Développement Touristique
<b>Loi n° 40/IV/92</b> , approuve l'impôt sur le tourisme – Bulletin officiel I S n° 14 du 06 Avril 1992
<b>Décret de loi n° 47/97</b> , approuve et réglemente l'impôt sur le tourisme
<b>Loi n° 42/IV/92 D'utilité Touristique</b> – Bulletin officiel n° 14, supplément, du 6 Avril 1992
<b>Décret de loi n° 68/92</b> , concède la reconnaissance du mérite touristique aux personnes de droit privé ou public, nationaux ou étrangers, qui se sont distingués pour des services ou des initiatives importantes pour le tourisme
<b>Décret de loi n° 11/94</b> , création au sein de l'Institut National du Tourisme du Fond de Développement du Tourisme
<b>Décret de loi n° 55/VI/2004</b> -Utilité touristique
<b>ZONES DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE INTEGRAL</b>
<b>Décret Législatif n° 2/93</b> , déclare comme zones touristique spéciales les aires identifiées comme possédant une aptitude spéciale pour le tourisme
<b>Loi n° 54/V/98</b> , révisé le n° 1 de l'article 17° du Décret Législatif n° 2/93, du 1 Février
<b>Décret Réglementaire n° 7/94</b> , déclare les zones de Développement Touristique Intégral
<b>Décret Réglementaire n° 18/97</b> , déclare les sites de Ponta de Pau Seco et Ponta Preta, sur l'île de Maio, comme zone de Développement Touristique Intégral
<b>Décret de loi n° 65/98</b> , déclare d'utilité publique, de part son caractère d'urgence, l'expropriation des terrains et des édifices existants dans la zone côtière du Sud Ouest de la municipalité de Praia, déclarée zone de Développement Touristique Intégral
<b>Décret Réglementaire n° 8/98</b> , - zone de Baía das Gatas- zone de Développement Touristique Intégral
<b>Décret Réglementaire n° 9/98</b> -Delare zone côtière du Sud Ouest de la municipalité de Praia, comme zone de Développement Touristique Intégral – (rectification BO n° 9/99)
<b>Décret-loi n. ° 43/99, du 6 juillet</b> , déclare d'utilité publique, avec un caractère très urgent, l'expropriation de tous les terrains situés dans les Zones de Développement Touristique Intégral, référant à l'Article I du Décret Réglementaire n.° 7/94, du 23 mai, du Décret Réglementaire n.° 18/97, du 30 décembre et du Décret n.° 8/98, du 31 de Décembre
<b>Décret Réglementaire n. ° 11/2005, du 12 décembre</b> , intègre dans la Zone de Développement Touristique Intégral de Pedra de Lume, la Zona de Réserve de Protection Touristique, classée dans la alinéa b) de l'article 2° do Décret Réglementaire n. ° 7/94, du 23 mai
<b>Décret Réglementaire n.° 12/2005 du 12 décembre</b> , intègre dans la Zone de Développement Touristique Intégral de Pedra de Lume, la Zona de Réserve de Protection Touristique, plus spécifiquement la zone côtière de la Baie de Murdeira , la Baie de Algodoeiro et la zone adjacente de Pedra de Lume, la zone de Réserve et Protection Touristique, classée ainsi dans la alinéa b) de l' article 2° do Décret Réglementaire 7/94, du 23 mai
<b>Décret Réglementaire n. ° 5/2006, du 18 septembre</b> , établit la nouvelle délimitation de la zone de Palha Carga, S. Vicente, classée comme Zone de Développement Touristique Intégral par le <b>Décret Réglementaire</b> Décret n.° 7/94, du 23 mai